

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Fourniture et mise en œuvre d'une solution de gestion du
fichier consulaire unique (FCU) pour la CCI de région
HAUTS-DE-FRANCE

Réf.marché : CCIR-DRE-2026-05

ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 Représentation des parties

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur :

CCI de région Hauts-de-France
299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, les interlocuteurs techniques de l'acheteur sont désignés au titulaire dans les 15 jours qui suivent la notification de l'accord-cadre (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

Pour le titulaire :

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de l'exécution de l'accord-cadre dans son mémoire technique lors de la remise de l'offre en tant que candidat.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, si ce représentant change, le titulaire en avise immédiatement l'acheteur et propose un remplaçant présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant, constatée par la rédaction d'un procès-verbal à l'initiative de l'acheteur notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, l'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis précité.

Dans les deux situations susmentionnées, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 30 jours calendaires courant à compter de la réception de la communication de la proposition de remplacement. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

Cotraitance :

Si l'accord-cadre est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-TIC, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution de l'accord-cadre, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur

pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier l'accord-cadre. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, l'accord-cadre sera résilié.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la mise en œuvre d'une solution de gestion d'un fichier consulaire unique. Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

Le marché est passé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application de l'article R. 2124-2-1° du code de la commande publique.

Le marché public prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes, composé d'une partie à prix global et forfaitaire, une partie à bons de commande et une partie à marchés subséquents.

2.3 Montants

L'accord-cadre est composé comme suit :

-d'une partie à prix global et forfaitaire relative à la mise à disposition de la solution informatique et des modules associés, les licences associées, le pilotage et la gestion de projet, la maintenance préventive, corrective et évolutive (évolutions réglementaires, mises à jour), la formation des utilisateurs, les livrables, l'assistance à l'utilisation, l'hébergement, la réversibilité des données ainsi que toutes les autres prestations sollicitées par le pouvoir adjudicateur au titre du cahier des clauses techniques particulières et du cahier des clauses administratives particulières dans le cadre de la définition de son besoin ;

-d'une partie à bons de commande relative à la formation d'utilisateurs complémentaires ;

-d'une partie à marchés subséquents relatifs à la maintenance évolutive fonctionnelle (évolution technique de la solution).

Pour la partie à bons de commande et à marchés subséquents, l'accord-cadre est passé selon les montants minimums et maximums suivants :

- Pour la première période ferme de 24 mois : Sans montant minimum et avec un montant maximum de 50 000 euros H.T
- Par période reconduite de 12 mois : Sans montant minimum et avec un montant maximum de 25 000 euros H.T par période de 12 mois

2.4 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

2.4.1-Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire et est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois. Sauf décision expresse de non-reconduction prise par le pouvoir adjudicateur un (1) mois avant sa date d'échéance, l'accord-cadre sera renouvelable par reconduction tacite, par période de douze (12) mois, au maximum deux (2) fois, à la date anniversaire de sa notification.

La durée de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans.

Nombre de reconductions éventuelles : Deux (2)

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre le droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Si le montant maximum de l'accord-cadre est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre ou si la somme restante est insuffisante pour réaliser l'objet de l'accord-cadre, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre les 2 parties par le biais d'une modification.

Si cet événement intervient lors de la dernière périodicité, l'accord-cadre prend fin de plein droit.

2.4.2-Délais d'exécution

La solution devra être opérationnelle et admise (réceptionnée) par le pouvoir adjudicateur pour le 31 juillet 2026 au plus tard (formations à la solution comprises). La notification de l'accord-cadre au titulaire vaut ordre de service de démarrage des prestations.

Les prestations seront exécutées dans les conditions décrites au CCTP et selon les délais suivants :

- Installation et mise en ordre de marche : Conformément au planning remis par le titulaire dans son mémoire technique, par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC.
- La maintenance préventive, corrective et évolutive (évolutions réglementaires, mises à jour) démarreront :

-Pour la période ferme de vingt-quatre (24) mois : à compter de l'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur et jusqu'à l'échéance de cette première période.

-Pour chaque période de reconduction de douze (12) mois : à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, date référence de reconduction de l'accord-cadre jusqu'à l'échéance de la période de reconduction.

-Les délais d'intervention et délai de correction maximums pour le titulaire sont fixés à l'article 6 du CCTP.

- La maintenance évolutive (évolutions fonctionnelles) sera effectuée par marchés subséquents qui incluront les délais d'exécution spécifiques. Le titulaire pourra être sollicité par marchés subséquents :

-Pour la période ferme de vingt-quatre (24) mois : à compter de l'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur et jusqu'à l'échéance de cette première période.

-Pour chaque période de reconduction de douze (12) mois : à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, date référence de reconduction de l'accord-cadre jusqu'à l'échéance de la période de reconduction.

- Assistance utilisateurs : Il sera fait application des délais d'exécution proposés par le titulaire dans son mémoire technique.
- Durée maximale d'exécution des marchés subséquents et des bons de commande :

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que pendant la durée de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne pourra se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre, à l'exception des marchés subséquents et bons de commande conclus ou émis pendant la validité de l'accord-cadre en cas d'inachèvement des prestations à la fin de la durée de l'accord-cadre et dans la limite de six mois après la date limite de validité de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, il est précisé que le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas de garantie minimale d'une durée d'un an et souhaite la mise en place selon les délais susmentionnés d'une maintenance préventive, corrective et évolutive.

2.5 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l'accord-cadre, dans le cas où l'accord-cadre arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours calendaires. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que l'accord-cadre n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

2.6 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen permet d'adapter les stipulations de l'accord-cadre aux évolutions technologiques, réglementaires et économiques intervenant pendant son exécution, sans remettre en cause son objet principal.

Evolution des prix de l'accord-cadre :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours calendaires maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, cyber-attaques, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier l'accord-cadre. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

Le présent accord-cadre pourra faire également l'objet d'un ajustement en cas :

- D'évolution législative, réglementaire ou normative nationale ou européenne impactant directement les conditions d'exécution de l'accord-cadre.
- Une variation significative du coût des prestations impactant substantiellement l'équilibre financier de l'accord-cadre.
- En cas d'évolution des prix des technologies informatiques impactant directement les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

Lorsque l'un des cas précités se présente, le titulaire de l'accord-cadre ou le pouvoir adjudicateur peut notifier par écrit l'événement nécessitant un ajustement de l'accord-cadre. Cette notification doit être accompagnée de tous les éléments justifiant la nécessité de réexaminer certaines clauses contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour :

- Accepter la modification et formaliser un "avenant" à l'accord-cadre ;
- Refuser la demande en justifiant son refus ;
- Proposer une adaptation alternative tenant compte des exigences contractuelles et de l'intérêt général.

En cas de désaccord persistant sur les modifications proposées, l'accord-cadre pourra être résilié sans indemnité pour le titulaire.

Cette clause ne peut être invoquée pour modifier les conditions fondamentales de l'accord-cadre, telles que l'objet principal, le périmètre global des prestations ou les obligations essentielles du titulaire. Toute modification excédant ces limites devra faire l'objet d'une nouvelle procédure de mise en concurrence.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG T.I.C, les pièces constitutives de l'accord-cadre et par ordre de priorité sont les suivantes :

- L'Acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1-Sous-traitance RGPD*
 - Annexe 2-Sous-traitance RGPD*
 - Annexe 3-Mesures de sécurité*
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (*à l'exception des quantités renseignées qui n'ont pas de valeur contractuelle, le titulaire devant réaliser les prestations quelles que soient les quantités nécessaires*)
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution
- Les ordres de service
- Les bons de commande
- Le mémoire technique du titulaire comprenant le planning de réalisation des prestations, le plan d'assurance qualité et le plan de continuité d'activité
- Les marchés subséquents

Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Les quantités estimées par le titulaire dans la décomposition du prix global et forfaitaire de l'accord-cadre.

Seuls font foi les documents conservés dans les archives de l'acheteur.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du Titulaire qui n'auront aucune application dans le cadre de cet accord-cadre.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS GENERALES

4.1 – Obligations du Titulaire

4.1.1– Pilotage et suivi de l'accord-cadre

Réunion de lancement :

Une réunion de lancement d'une durée de 2 heures environ entre les représentants du pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) aura lieu à Lille dans les locaux de la CCI HDF ou en visio-conférence après la notification de l'accord-cadre initial afin de définir au besoin les modalités plus précises d'exécution de l'accord-cadre.

Le prix de cette réunion de lancement est inclus dans le montant global et forfaitaire remis par le titulaire pour la période ferme de 24 mois, tout frais inclus (déplacement, hébergement et restauration).

Le Pouvoir Adjudicateur souhaite un suivi et un pilotage très rapproché du projet et de l'accord-cadre dans sa globalité. Les prix des instances de suivi et de pilotage sont compris dans le montant global et forfaitaire de chaque période de l'accord-cadre.

Les instances mises en place dans le cadre de l'accord-cadre distingueront la phase projet et la phase de suivi de l'accord-cadre.

Durant la phase projet qui va de la réunion de lancement jusqu'au procès-verbal d'admission de la solution, le titulaire intégrera dans son offre la comitologie du projet ainsi que la fréquence des instances. Il est souhaité par le Pouvoir adjudicateur la mise en place d'un comité de suivi du projet qui se fera à une fréquence d'au moins une fois par semaine à partir des développements jusqu'à la mise en service, ainsi qu'un comité de pilotage qui se réunira une fois par mois.

Ces instances peuvent se dérouler en VISIO ou en présentielle, dans les locaux de la CCI région Hauts-de-France à Lille.

Ces deux instances interviendront tout le long de la phase projet.

Durant la phase de suivi de l'accord-cadre, le titulaire rendra compte périodiquement au Pouvoir Adjudicateur au travers de reportings réguliers et des échanges par mails ou téléphones.

En cas de besoin, le Pouvoir Adjudicateur pourra demander la convocation d'un comité de pilotage ad hoc, permettant d'échanger sur l'avancement, les difficultés éventuelles et les ajustements nécessaires. Ce comité s'inscrit naturellement dans la vie courante de l'accord-cadre et ne fera pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

Chaque trimestre à partir de la phase de run, le titulaire transmettra à la CCI un compte-rendu d'activité détaillant les actions réalisées, les indicateurs de performance, les éventuels écarts et les mesures correctives engagées.

Le titulaire fournira dès sa remise d'offre un plan d'assurance qualité permettant de structurer le projet durant la phase de build. Ce PAQ permettra de clarifier les attentes, les contraintes, et les capacités réelles de mises en oeuvre afin d'assurer un pilotage efficace du projet en alignement avec les objectifs et les exigences de la CCI Hauts-de-France. Le titulaire y décrira notamment de manière détaillée la méthodologie utilisée, le déroulement des étapes depuis la réunion de lancement jusqu'à la signature du procès-verbal d'admission des prestations, la clarté des responsabilités et les tâches des différentes parties prenantes, le plan de tests, les normes à respecter, les ressources mobilisées et le temps estimé pour chaque étape ainsi que les livrables.

Le titulaire s'assurera de mettre à jour le PAQ en cas d'évolution significative du projet ou des modalités d'intervention. Le coût lié à la formalisation de ce PAQ est compris dans le montant global et forfaitaire remis pour chaque période de l'accord-cadre.

Le Titulaire rédigera le compte-rendu de chaque réunion et le diffusera au Pouvoir Adjudicateur dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

4.1.2– Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations objet de l'accord-cadre. Il doit atteindre les résultats prévus dans son offre ainsi que tous les résultats attendus et découlant du présent CCTP.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants.

4.1.3– Obligation de moyens humains

Les prestations se déroulent conformément au CCTP.

La prestation sera suivie par un interlocuteur dédié qui sera désigné dans le mémoire technique. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai au Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Le Titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté, un des personnels désignés dans le cadre de réponse du Titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la prestation, le Titulaire se devra d'en informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le Titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant. Par parallélisme, il sera fait application de la procédure et des délais mentionnés à l'article 1.1 du présent CCAP.

Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité.

4.1.4 – Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le Titulaire reconnaît être tenu envers la CCI Hauts-de-France d'une obligation générale de conseil, d'information, de recommandation relative aux prestations objet de l'accord-cadre et de mise en garde contre tous les risques découlant de ces prestations.

Le Titulaire s'engage à conseiller le Pouvoir Adjudicateur dans le cas où celui-ci émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à informer le Pouvoir Adjudicateur sans délai de toutes nouveautés technologiques ou de la disponibilité de tous nouveaux produits, plus adaptés à ses besoins, qui surviendraient en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de toutes les formalités et/ou autorisations que cette dernière devrait accomplir et/ou obtenir.

4.1.5 – Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre de l'accord-cadre et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet de l'accord-cadre. Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné et ce, par dérogation à l'article 50 du CCAG TIC, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au Titulaire du fait des indiscretions commises.

4.1.6 – Qualité et performances

Le Titulaire s'engage à fournir les prestations selon les critères de qualité et de performance des services convenus.

Les engagements de niveau de services du Titulaire s'appliquent à compter de la mise à disposition de la solution (installation et mise en ordre de marche).

Pendant toute la durée du présent accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur pourra proposer toute modification des indicateurs retenus et/ou leur remplacement, par tout indicateur complémentaire pertinent, quant à la qualité des services.

Les conditions de modification et/ou de mise en place des indicateurs seront définies d'un commun accord.

La nouvelle version sera approuvée conformément aux règles définies entre les parties.

4.1.7 – Restitution de documents

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du Titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin. Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique dans les 15 jours calendaires suivant la fin des prestations ou suite à la demande du pouvoir adjudicateur.

4.1.8 – Réversibilité

Un plan de réversibilité devra être défini. Il récapitulera l'ensemble des projets à mener permettant à la CCI Hauts-de-France de redevenir autonome dans l'exploitation de ses données dans le cas d'un changement de prestataire ou pour toute autre raison. Il porte, notamment sur :

- La fourniture sur support normalisé des données des fichiers utilisés ;
- La fourniture des descriptions des données et des tables (séparateurs, positions, longueurs, types ...) ;

Ce plan de réversibilité débutera sur demande écrite du pouvoir adjudicateur et fait intégralement partie du présent accord-cadre. Pendant toute la procédure :

- Le titulaire s'engagera à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles et à assurer une continuité dans la fourniture des prestations, sous réserve des éventuelles perturbations rencontrées dans la fourniture ou le niveau de qualité des prestations qui seraient dus à la mise en œuvre des opérations de migration ;
- Le soumissionnaire conseillera le pouvoir adjudicateur et s'engagera à lui fournir les informations nécessaires pour lui permettre de préparer la réversibilité.

Les différentes étapes identifiées sont les suivantes :

- Définition du Plan de Réversibilité ;
- Initialisation de la phase de réversibilité ;
- Préparation du transfert ;
- Transferts ;
- Recette.

4.1.9 – RGPD

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire peut être amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du pouvoir adjudicateur. À ce titre, les parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite « Informatique et Libertés ».

Les obligations respectives du pouvoir adjudicateur, agissant en qualité de responsable de traitement, et du titulaire, agissant en qualité de sous-traitant, sont précisées dans les annexes RGPD et Sécurité jointes au présent CCAP.

Ces annexes définissent notamment :

- les rôles et responsabilités de chaque partie
- les finalités et la nature des traitements confiés ;

- les catégories de données et de personnes concernées ;
- les obligations du sous-traitant en matière de confidentialité, de sécurité organisationnelle et technique, et d'assistance ;
- les conditions de recours à la sous-traitance ultérieure et de transfert de données hors UE;
- les modalités de notification des violations de données ;
- ainsi que les mesures de restitution, ou de suppression des données à l'issue du marché.

Les annexes RGPD et Sécurité doivent impérativement être complétées par le titulaire lors de la phase d'attribution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à se conformer strictement aux stipulations de ces annexes et à n'effectuer aucun traitement de données personnelles en dehors des instructions documentées du pouvoir adjudicateur.

4.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera des interlocuteurs privilégiés du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au Titulaire de l'accord-cadre.

4.3 Utilisation des résultats

Il sera fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 5. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

5.1 Contrôle des prestations fournies

Partie Informatique :

Le Titulaire est tenu de présenter au Pouvoir Adjudicateur les prestations dans les conditions prévues au présent CCTP et dans son mémoire technique. Il sera fait application de cette procédure d'admission des prestations également pour les développements issus des marchés subséquents.

Installation et mise en ordre de marche :

Le Titulaire effectuera l'installation et la mise en ordre de marche selon le délai prévu dans son planning et conformément à l'article 2.4.2 du présent CCAP.

Opérations de vérification quantitative :

Conformément à l'article 31 du CCAG-TIC, les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur. En complément des articles 31 et 33.1 du CCAG-TIC, il est précisé que le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives. Le pouvoir adjudicateur précisera sa décision.

Opérations de vérification qualitative :

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérifications qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. L'acheteur apprécie l'enjeu de la non-conformité à la politique de sécurité eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes et les conséquences prévisibles si la non-conformité persiste. En fonction de cette analyse, ces non-conformités peuvent avoir pour conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Pour les matériels et les logiciels, l'acheteur vérifie que les prestations sont conformes aux stipulations de l'accord-cadre et aux bancs d'essais lorsque l'acheteur a choisi d'y recourir.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

Vérification d'aptitude :

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, à l'issue de la vérification d'aptitude, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours calendaires à compter de sa date de décision positive relative aux opérations de vérification quantitatives ou sa demande de complétude ou d'achèvement des prestations, sous réserve que le pouvoir adjudicateur ait précisé pour ce dernier cas au titulaire le démarrage de la vérification d'aptitude.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande de l'acheteur.

Vérification de service régulier :

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

La régularité du service s'observe pendant 15 jours calendaires, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours calendaires ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours susmentionné, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Partie Formations et supports associés à la solution informatique ou ses développements ultérieurs :

Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour prononcer sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations de formations.

Admission : L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours calendaires à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

Ajournement : Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours calendaires.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées dans le présent article dans un délai de quinze jours calendaires courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours calendaires ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours calendaires vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Réfaction :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE 6. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

6.1 Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et toutes sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le marché public est conclu en euros.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par le Pouvoir Adjudicateur.

La sous-estimation du temps nécessaire à l'exécution d'une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix.

Les opérateurs économiques devront, avant la remise de leur soumission obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance de l'objet de l'accord-cadre.

6.2 Forme des prix – Modalités de règlement

Pour les prestations à prix global et forfaitaire : Les prestations seront réglées conformément au montant global et forfaitaire remis dans l'acte d'engagement pour chaque période de l'accord-cadre.

Pour les prestations à prix unitaires : Les prestations seront réglées par application des prix unitaires définis dans le Bordereau des Prix Unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour les marchés subséquents : Les prestations seront réglées selon le montant global et forfaitaire proposé par le titulaire dans son marché subséquent établi sur la base des prix unitaires plafonds remis dans le bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre auxquels il appliquera les quantités évaluées. Le titulaire pourra donc appliquer des prix unitaires inférieurs aux prix plafonds renseignés mais ne pourra toutefois pas les dépasser.

6.3 Variation dans les prix

Pour les montants à prix global et forfaitaire remis dans l'acte d'engagement et les prix unitaires remis dans le bordereau de prix unitaires :

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles annuellement suivant les modalités fixées ci-après.

Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0. Ce mois M0, correspondant à la date d'établissement des prix, mois de remise de l'offre.

Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du marché est :

- Indice Syntec : publié sur : <https://www.syntec.fr/>

Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Pn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$P_n = P_0 \times (\text{Syntec}_n / \text{Syntec}_0)$$

où :

- Pn = prix révisé
- Po = prix initial du contrat
- Syntec₀ est la valeur de l'indice Syntec connu à la date de notification de l'accord-cadre,
- Syntec_n est la dernière valeur publiée à la date de révision.

Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

Aucune révision provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde : Toutefois, afin de préserver l'équilibre économique de l'accord-cadre, il est convenu qu'en cas d'évolution exceptionnelle de l'indice de référence conduisant à une variation annuelle des prix supérieure à 5 %, l'acheteur se réserve le droit :

- soit de limiter l'application de la révision des prix à ce plafond ;
- soit de demander au titulaire toute justification utile relative à l'évolution de ses charges ;
- soit de suspendre partiellement ou totalement l'application de la révision, après information écrite du titulaire.

En cas de désaccord persistant sur l'application de la clause de sauvegarde, les parties conviennent de se rapprocher afin de rechercher une solution amiable permettant d'assurer la continuité du service et le respect de l'équilibre économique de l'accord-cadre. A défaut de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire.

6.4 Marchés subséquents

En cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire pour des évolutions fonctionnelles de la solution informatique via des marchés subséquents. Le pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire les caractéristiques et les modalités d'exécution de son besoin dans le cadre d'une consultation, sur cette base le titulaire remettra une offre. Le pouvoir adjudicateur vérifiera la pertinence technique et financière de l'offre du titulaire et prendra la décision de conclure ou de ne pas conclure le marché subséquent avec le titulaire. En cas de non-conclusion du marché subséquent, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'offre financière remise par le titulaire lors des marchés subséquents sera constituée en application des prix unitaires plafonds remis dans le bordereau de prix unitaires par le titulaire lors de la remise de son offre pour l'accord-cadre ou des prix unitaires inférieurs proposés dans le marché subséquent et auxquels il sera fait application des quantités calculées par le titulaire.

ARTICLE 7. MODALITES DE FACTURE ET DE PAIEMENT

7.1 Mode de facturation

Les factures sont établies à terme échu à compter de l'admission des prestations.

Les factures établies portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes de l'accord-cadre (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références de l'accord-cadre à savoir : **CCIR-DRE-2026-05**
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, la prestation effectuée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total des prestations exécutées

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

Le Titulaire transmettra le(s) facture(s) **de manière électronique via CHORUS PRO** :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire de l'accord-cadre.

7.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans l'accord-cadre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans l'accord-cadre, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :
CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

Le Pouvoir Adjudicateur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 8. AVANCE/ACOMPTE

8.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire qui la souhaite conformément à l'article B.11.1 du CCAG-TIC. Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Pour les marchés publics subséquents :

Les modalités d'application de l'avance seront définies dans chaque marché public subséquent en fonction de son montant et de sa durée.

8.2 Acompte

Un acompte est accordé au titulaire lorsqu'il en fait la demande conformément à l'article R2191-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 9. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le Pouvoir Adjudicateur. Conformément à l'article R2193-11 du Code de la commande publique, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les conditions d'exercice de cette sous-traitance définies à l'article 3.6 du CCAG TIC s'appliquent.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont mentionnées aux articles R 2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur les documents suivants :

- ☞ Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
 - ☞ RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée > 600 € TTC)
 - ☞ Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s)
 - ☞ Les documents et renseignements de candidature, les attestations fiscales et sociales, assurances, demandés au titulaire (à l'exception du DC1) :
- La copie des certificats attestant de la régularité de la situation du sous-traitant au regard de ses obligations fiscales (liasse fiscale 3666 ou attestation fiscale délivrée en ligne), et la copie des certificats attestant de la régularité de sa situation au regard de ses obligations sociales (attestation URSSAF ou MSA). L'attestation sociale devra dater de moins de 6 mois à compter de la demande. L'attestation fiscale devra être établie au plus près de la demande.
 - Ou, pour les entreprises nouvellement créées, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 du code du travail, soit, pour les entreprises nouvellement créées, une copie du récépissé de dépôt du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) ou un extrait du registre du commerce ou toute autre pièce officielle attestant de sa naissance dans l'année.
 - Un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix.

Le sous-détail des prix permettra de réaliser une analyse des prix remis par le sous-traitant et la détection d'une offre en sous-traitance anormalement basse

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG TIC, en cas de retard dans la remise de ces documents, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par jour de retard.

Il est rappelé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

ARTICLE 10. PENALITES

Les pénalités du présent article s'applique par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-TIC. Ces pénalités s'appliqueront dès le premier euro et sans montant plafond et sans seuil d'exonération. Avant toute application des pénalités ci-dessous, le pouvoir adjudicateur permettra au titulaire de présenter ses observations dans un délai de 15 jours calendaires à réception de la demande du pouvoir adjudicateur. Si le pouvoir adjudicateur n'admet pas les observations du titulaire, il appliquera les pénalités présentées au titulaire.

10.1 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention et délai de correction

Concernant les délais d'intervention énoncés à l'article 6 du CCTP ou les délais optimisés du titulaire dans son mémoire technique : Une pénalité de 100 € sera appliquée par heure ouvrée de retard.

Concernant les délais de correction énoncés à l'article 6 du CCTP ou les délais optimisés du titulaire dans son mémoire technique : Une pénalité de 100 € sera appliquée par heure ouvrée de retard (lorsque le délai de correction est énoncé en heure) ou jours ouvrés de retard (lorsque le délai de correction est énoncé en jour).

Ces pénalités peuvent s'appliquer pour l'accord-cadre ou les marchés subséquents.

10.2 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité, de sécurité et de protection des données

En cas de violation de ses obligations en matière de confidentialité, de sécurité ou de protection des données, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €. Ces pénalités peuvent s'appliquer pour l'accord-cadre ou les marchés subséquents.

10.3 Pénalités pour non-respect du planning du titulaire

En cas de dépassement du planning remis par le titulaire dans son offre concernant l'installation et la mise en ordre de marche de la solution et dont le dépassement lui serait imputable, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € euros par jour ouvré de retard. Cette pénalité s'applique pour l'accord-cadre.

10.4 Pénalités pour non-respect du planning du titulaire pour les marchés subséquents

En cas de dépassement du planning remis par le titulaire dans son offre concernant un marché subséquent et dont le dépassement lui serait imputable, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € euros par jour ouvré de retard. Cette pénalité s'applique pour les marchés subséquents.

10.5 Retard de transmission du rapport de réunion

En cas de retard du titulaire dans la délivrance du compte-rendu de réunion du comité de pilotage évoqué à l'article 4.1.1 du CCTP, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 euros net de taxe par jour ouvré de retard. Cette pénalité s'applique pour l'accord-cadre et les marchés subséquents.

ARTICLE 11. CONTENU ILICITE

Conformément au Règlement (UE) 2022/2065 du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques (Digital Services Act – DSA), notamment son article 16, lorsqu'un contenu ou une activité manifestement illicite hébergé sur le site est porté à la connaissance du Titulaire ou est notifié selon les modalités prévues par le DSA, celui-ci s'engage à agir promptement pour retirer ou rendre indisponible ledit contenu. Les parties conviennent d'appliquer la procédure de notification et d'action prévue par le DSA.

ARTICLE 12. RESILIATION

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier l'accord-cadre en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 et R2144-7 du Code de la Commande Publique.

En complément des dispositions de l'article 50.1 du CCAG- TIC, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire en cas de manquements répétés du Titulaire à la bonne réalisation des prestations du présent accord-cadre (retards répétés,). Une mise en demeure assortie d'un délai pour remédier à ces insuffisances, manquements ou incapacité doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse ou insuffisante.

Conformément à l'article 54.1 du CCAG-TIC, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

Résiliation du marché public subséquent :

Le marché public subséquent peut être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute du titulaire du marché public subséquent, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception. La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

Dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public subséquent pour faute du titulaire sans indemnité, avec possibilité d'une exécution aux frais et risques du titulaire du marché public subséquent, conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

L'inexactitude des documents et renseignements ou le refus de produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, sera sanctionné par la résiliation du marché public subséquent, sans indemnités, aux torts du titulaire du marché public subséquent, après mise en demeure de produire lesdits documents et renseignements.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire du marché public subséquent n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai prévu par décret en Conseil d'Etat, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public subséquent, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché public subséquent, dans les conditions visées ci-dessus.

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire du marché public subséquent est tenu d'exécuter les prestations en cours.

Quelle que soit la cause de la résiliation, il est procédé à une liquidation des comptes au regard des prestations déjà effectuées à la date de la résiliation ; les sommes restant dues sont immédiatement

exigibles et sont réglées dans le délai de paiement visé à l'article « Modalités de règlement » du présent CCAP, au vu de la demande de paiement correspondante.

ARTICLE 13. ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240, 1241, 1242 al. 1, 2 et 5 du code civil.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au Pouvoir Adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation de l'accord-cadre si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

ARTICLE 15. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 55 du CCAG-TIC avant tout recours.

En cas d'échec de règlement amiable du litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site ww.telerecours.fr ».

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 16. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 1.1 du CCAP déroge aux articles 3.3, 3.4.1, 3.4.3, 3.5.4 du CCAG-TIC
- L'article 2.4.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 36 du CCAG-TIC
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC
- L'article 4.1.5 du CCAP déroge à l'article 50 du CCAG TIC
- L'article 4.1.9 du CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG-TIC
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC
- L'article 6.1 du CCAP complète l'article 10.1.3 du CCAG TIC
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.6 du CCAG-TIC
- L'article 10 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-TIC
- L'article 12 du CCAP complète l'article 50.1 du CCAG-TIC